



Assemblée générale

Distr. générale
2 juillet 2004
Français
Original: espagnol

Cinquante-huitième session

Points 29, 86, 116 et 117 de l'ordre du jour

**Nécessité de lever le blocus économique,
commercial et financier appliqué à Cuba
par les États-Unis d'Amérique**

Questions relatives à l'information

Droit des peuples à l'autodétermination

Questions relatives aux droits de l'homme

Lettre datée du 1^{er} juillet 2004, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de la République de Cuba, prononcée ce matin même, le 1^{er} juillet 2004 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document de l'Assemblée générale, au titre des points 29, 86, 116 et 117 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de Cuba
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Orlando **Requeijo Gual**



**Annexe à la lettre datée du 1^{er} juillet 2004, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire
de la République de Cuba**

L'empire veut annihiler la nation cubaine et le proclame d'une manière arrogante et insolente.

Il intensifie sa guerre économique, sa subversion interne, sa propagande anticubaine et ses pressions sur le reste du monde en vue de créer les conditions qui pourraient lui permettre, grâce à une intervention militaire directe, de détruire la Révolution, de mettre fin à notre indépendance et à notre souveraineté et de concrétiser enfin sa vieille chimère : s'emparer de Cuba en l'annexant.

Washington a pris depuis hier de nouvelles mesures brutales contre le peuple cubain et contre les Cubains vivant aux États-Unis, des mesures définies par leurs auteurs comme faisant partie intégrante d'un plan visant à provoquer la « liquidation rapide » du Gouvernement révolutionnaire.

Ces mesures renforcent les restrictions injustes et discriminatoires imposées aux Cubains résidant aux États-Unis, seul groupe national pour lequel le Gouvernement de ce pays s'arroge le droit, en violation flagrante de sa constitution, de décider des relations qu'ils peuvent entretenir avec leur famille et leur pays d'origine. Désormais, les Cubains des États-Unis n'auront même plus la possibilité de se rendre dans leur pays une fois par an, mais seulement une fois tous les trois ans, à condition d'en avoir obtenu spécifiquement l'autorisation, et pour seulement 14 jours. Les sommes d'argent qu'ils pourront dépenser à Cuba ou envoyer à leurs parents ont été réduites de manière draconienne, et les visites et les envois d'argent seront dorénavant strictement limités à ce que l'Administration Bush appelle « la famille immédiate », dont elle exclut notamment, par pur caprice, les oncles et les tantes, les cousins et les cousines, les neveux et les nièces. De quel antécédent légal les autorités nord-américaines peuvent-elles se prévaloir pour justifier une telle ingérence dans la vie privée des personnes? Qu'est-il advenu des « valeurs familiales » tant prônées par le Président et ses amis? M. Bush entend-il continuer de se définir comme un « conservateur compatissant »?

Ceux qui ont mis au point ces mesures et ceux qui sont chargés de les appliquer ont bien averti qu'il n'y aurait pas d'exception, qu'elles auraient un caractère rétroactif et seraient rigoureusement appliquées, et que ceux qui ne respecteraient pas le blocus encourraient de fortes amendes et de lourdes peines de prison. Les Cubains vivant aux États-Unis sont ainsi victimes d'une forme d'apartheid.

Les autorités ont aussi supprimé depuis hier presque toutes les autorisations qui, quoique sujettes à des démarches complexes, permettaient à certains Nord-Américains de venir dans notre pays. Cette interdiction vaut également pour ceux qui ne dépenseraient pas un centime à Cuba, ce qui prouve bien que ces mesures visent non seulement à intensifier le blocus et à détruire l'économie cubaine, mais aussi à interdire tout contact direct avec notre réalité à des millions de Nord-Américains qui veulent exercer un droit dont le Congrès des États-Unis a reconnu la

légitimité pendant trois années d'affilée à une large majorité. Que craignent donc M. Bush et la mafia ultraréactionnaire qui a dicté cette politique irrationnelle?

Le plan nord-américain est particulièrement cynique : tout en réduisant drastiquement les montants que les Cubains vivant aux États-Unis peuvent envoyer à leur famille dans l'île, les autorités nord-américaines autorisent et même incitent qui le veut à fournir des fonds et un appui matériel aux groupuscules de traîtres qui agissent sur leurs ordres à Cuba. Elles interdisent aux citoyens nord-américains de venir à Cuba, mais elles puisent dans le budget fédéral pour payer les voyages de personnes de pays tiers qui viendraient dans le but affiché d'aider ces mercenaires. Elles ont ainsi prévu d'affecter 59 millions de dollars au cours des deux prochaines années au financement de ces voyages et d'autres initiatives dans l'objectif de saper la société cubaine, dont un montant de 18 millions de dollars pour permettre la réalisation de transmissions radiophoniques et télévisuelles à partir d'un avion militaire C-130, ce qui constitue une provocation irresponsable et illégale en violation du droit international et des normes internationales en matière d'aviation et de télécommunications.

Elles menacent aussi d'utiliser d'une façon encore plus arbitraire les chapitres de la loi Helms-Burton spécifiquement conçus pour punir des hommes d'affaires de pays tiers. Dans le cadre de sa fameuse « entente » avec l'Union européenne, l'Administration nord-américaine s'était engagée à veiller à ce que ces points soient retirés de la loi, mais cela n'a jamais été fait. Aujourd'hui, M. Bush ajoute la moquerie à l'affront et menace d'appliquer ces dispositions d'une manière encore plus agressive.

Sous le masque grossier de « l'aide à une Cuba libre », les autorités nord-américaines ont publié un document de plus de 450 pages rempli de haine, de mensonges et d'une rhétorique lassante dans lequel elles exposent dans le détail les mesures qui seraient prises par la Maison Blanche si elle parvenait à s'emparer de notre pays. La société cubaine serait absolument soumise aux États-Unis qui contrôleraient sans exception toutes ses activités. Il n'est pas possible de revenir sur ce programme d'ingérence farfelu dans son intégralité. Nous nous bornerons donc à en mettre en relief quelques aspects pour donner une idée du degré de servitude et d'exploitation auquel on veut soumettre les Cubains.

- Une des premières mesures que devrait adopter le soi-disant « gouvernement de transition » serait de rendre leurs biens aux anciens exploiters, y compris les logements et les terres convoitées par la mafia batistienne et annexionniste. La procédure serait rapidement menée à bien sous la direction du Gouvernement des États-unis, qui mettrait en place un mécanisme spécial à cette fin. L'expulsion des habitants de logements réclamés ou de ceux qui ne pourraient payer des loyers onéreux, le retour à l'expulsion des paysans de leurs terres, la dissolution des coopératives agricoles et la reconstitution des anciens latifundia font partie des mesures explicitement annoncées dans ce texte innommable. Ce que la loi Helms-Burton prévoyait déjà s'exprime donc ici d'une manière encore plus insolente.
- La privatisation concernerait toutes les branches de l'économie, qui passerait sous la direction d'une commission permanente du Gouvernement des États-Unis pour la reconstruction économique, qu'il est proposé de créer d'ores et déjà.

- Les subventions et le contrôle des prix des biens et services seraient supprimés.
- Le régime de sécurité sociale et d'assistance sociale serait démantelé et le paiement des pensions et des retraites ne serait pas assuré.
- Les services de santé et d'éducation seraient de nouveau privatisés.

Il s'agit donc d'un retour au capitalisme sous sa forme la plus brutale sous le joug d'un gouvernement étranger.

Les mesures préconisées dans ce plan auraient des conséquences si terribles pour notre peuple que les auteurs reconnaissent eux-mêmes que « la transition ne serait pas facile » et qu'elle susciterait un vaste mouvement de refus dans la société cubaine, ce qui les amène à prévoir à titre de « priorité immédiate », la mise en place de forces répressives qui seraient organisées, entraînées, équipées et conseillées par le Gouvernement des États-Unis.

Preuve que Washington se propose bel et bien d'intervenir à Cuba et de la soumettre à un régime annexionniste, le Président des États-Unis désignerait dès à présent un fonctionnaire qui serait chargé de coordonner toutes ces mesures d'agression pour renverser la Révolution et qui dirigerait ensuite le gouvernement d'intervention : autrement dit, Valeriano Weyler et Leonard Wood réunis dans de véritables visées génocidaires.

Mais il sera impossible aux autorités nord-américaines d'appliquer ce plan sinistre.

Elles devraient tout d'abord envahir notre pays, l'occuper militairement puis écraser la résistance de notre peuple, et cela, elles ne le pourront jamais. Nous sommes prêts et préparés à combattre jusqu'au dernier homme et jusqu'à la dernière femme pour l'empêcher. Si elles nous attaquent, les forces nord-américaines se heurteront ici à un peuple uni, cultivé, qui a écrit les pages glorieuses d'une histoire pleine d'héroïsme, de luttes et de sacrifices pour la liberté, qui jamais ne renoncera à son indépendance ni à ses idéaux de justice et de solidarité, qui jamais ne renoncera à l'œuvre superbe, noble et profondément humaine qu'il a su édifier malgré les agressions de l'empire. Si celui-ci nous attaque, nous lui infligerons sa défaite la plus grande et la plus honteuse.

Nous combattons ces mesures et toutes celles que nos ennemis pourraient inventer. Nous résisterons et nous lutterons. Solidement unis autour de Fidel, de Raúl et de notre parti, et sous leur conduite judicieuse et conséquente, nous irons de l'avant jusqu'à la victoire.

Assemblée nationale du pouvoir populaire de la République de Cuba

La Havane, le 1^{er} juillet 2004

An 45 de la Révolution